

ça MEUHR'présente

L'Orignal déchaîné

Vol. 20 nº 4 Mercredi 8 novembre 2006 lorignal@laurentienne.ca

Sudbury et le graffiti: entre la prévention et la répression

Un comité municipal tente de trouver les moyens de prévenir le graffiti dans la ville et ses environs. Les idées de Gatineau pourraient servir de modèle.

Nathalie Depatie

Les entreprises du centre-ville, le Service de police du Grand-Sudbury, le conseil municipal, le Conseil scolaire Rainbow District et le Conseil scolaire catholique de Sudbury se sont récemment mobilisés autour d'un programme qui vise à éviter le graffiti. Depuis deux ans, en effet, le graffiti est devenu un problème épineux dans le Grand-Sudbury. Existante depuis toujours, cette forme d'art illégale devient de plus en plus populaire auprès des adolescents.

Plusieurs personnes ont réalisé que c'est bien le temps de trouver une soluion à ce problème. Notre conseil municipal ainsi que d'autres organisations, se sont impliquées pour instaurer des moyens de prévenir le graffiti au centre-ville et dans les petites communautés aux limites

suite en page 9

Le nouveau visage de la beauté

Une campagne publicitaire de Dove dément les stéréotypes sur la beauté et tente de rectifier la situation

Josée Lapalme

Selon *www.initiativevraiebeaute.ca* :

• «72% des jeunes filles évitent de faire certaines choses, y inclus aller à l'école, parce qu'elles ne sont pas à l'aise avec leur apparence.»

• «Plus de 40 % des jeunes filles canadiennes suivent un régime dès l'âge de neuf ans.»

• «À l'échelle planétaire, 2% des femmes se trouvent belles.»

Est-ce vraiment possible que les femmes et même les jeunes filles aient un si fabile estime de soi? La société transmet quelle sorte de message pour que de telles statistiques existent? Comment faire en sorte que les femmes ainsi que les jeunes filles se trouvent belles et que faire pour reverser la tendance?

Depuis longtemps, nous, les femmes, sommes bombardées par des fausses représentations de ce qu'est la beauté. Nous retrouvons ces représentations partout: dans les annonces publicitaires à la télévision, dans les revues, dans les films, etc… Même qu'il existe des émissions de télé-réalité (*The Swan*, *Extreme Makeovers*) qui ont pour but de changer l'apparence physique d'une personne dite moins belle pour qu'elle devienne aussi belle que les mannequins. Ces mannequins sont perçues comme parfaites et la grande majorité des femmes et

suite en page 10

Des postes d'assistanat peu reluisants à l'UL

Gagner 8,50$ l'heure au lieu de 34$ n'est qu'une des différences



Tim Greenough et Kritsin Tessier-Hall se disent heureux d'avoir décroché des postes d'assistanat. Ils y voient une belle expérience de travail en dépit du salaire peu élevé.

Sophie Blais

Une interrogation au sujet des postes d'assistant à la Laurentienne apparaît capitale après une rapide comparaison avec l'Université d'Ottawa. Les différences retrouvées, pourtant considérables, soulèvent de grandes questions.

Les postes d'assistanat, connus plus souvent sous le nom de «teacher's assistant» (TA), forment une partie intégrante de la composition de la main-d'œuvre sur le campus. Bien que leur travail passe parfois inaperçu en raison de leur absence de la salle de classe, ces assistants travaillent à enrichir la vie universitaire en devenant soit des recherchistes, des surveillants, des tuteurs, ou encore, des correcteurs. Les titres attribués à ces assistants varient d'une université à l'autre et les tâches qu'ils accomplissent aussi.

I. Obtenir le poste

Le premier bobo : l'embauche. Les deux universités exhibent des manières très différentes de faire les choses en ce qui a trait au recrutement d'assistants.

À l'Université d'Ottawa, l'étudiant reçoit une offre suite à son application soumise au syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). Son local 2626 est responsable de représenter les assistants à l'enseignement et à la recherche, les correcteurs, les moniteurs de laboratoires, les tuteurs et les surveillants d'examens à l'Université

suite en page 11

DANS CE NUMÉRO...

L'Orignal déchaîné



L'Orignal déchaîné est le journal étudiant en français de l'Université Laurentienne. Il est le véhicule de l'opinion et de la créativité de tous ceux et celles qui veulent s'adresser à la communauté laurentienne en français.

L'Orignal déchaîné tire 1 000 copies par numéro. Il est monté à l'aide d'un ordinateur Macintosh G5 et est imprimé chez *Journal Printing*. Il est distribué gratuitement sur le campus de l'Université Laurentienne, au *Black Cat Too*, au *Village International*, au *Laughing Buddah* et au T*ownehouse Tavern* ainsi qu'à un nombre croissant d'abonné(e)s.

Les changements d'adresse et les demandes d'abonnement ainsi que tout exemplaire non distribué doivent se faire envoyer à l'adresse ci-dessous.

La responsabilité des opinions émises ainsi que la féminisation appartiennent à l'auteur de l'article. L'édition générale ainsi que le choix des titres et sous-titres sont réservés au Comité de rédaction. Les textes et les illustrations publiés dans *L'Orignal déchaîné* peuvent être reproduits avec mention obligatoire de la source.

Faites-nous parvenir vos commentaires et suggestions aux coordonnées ci-bas.



Le prochain numéro de l'Orignal déchaîné sortira des marais le mercredi 29 novembre 2006.

Sa date de tombée est le mercredi 22 novembre 2006.

Les Orignaux attendent ta collaboration !

Local 304, Centre étudiant
Université Laurentienne
Sudbury (Ontario) P3E 2C6

Téléphone :
(705) 675-4813
Télécopieur :
(705) 675-4876
Courriel :
lorignal@laurentienne.ca

Le *Sondage AEF-l'Orignal déchaîné 2006* à votre portée dès maintenant!!!

Le printemps dernier, l'Université Laurentienne ainsi que plusieurs autres universités ontariennes ont pris la décision de ne pas participer à l'étude annuelle *Maclean's* sur les universités canadiennes.

Elles estimaient que les données demandées et les questions posées étaient trop arbitraires et reflétaient mal la réalité de leurs universités respectives. Les plus grandes universités ayant des subventions plus généreuses pour la recherche se trouvent toujours au sommet du classement alors que les petites universités (comme la nôtre) ayant de plus petits fonds de recherche se trouvent près du bas du classement.

De plus, ce sondage ne favorise pas les universités en région qui ont comme mandat l'accessibilité et celles ayant moins d'anciens qui contribuent des fonds ou les universités moins bien connues. La réputation occupe d'ailleurs une place très importante dans le classement. C'est donc un sondage fondé bien plus sur les perceptions que sur les réalisations concrètes.

Entre temps, toutes les universités ontariennes ont participé à un autre sondage au printemps dernier posant une série de questions qui traitaient, non pas des services de l'université, mais de l'engagement des étudiants dans leurs études et dans le processus d'apprentissage. Selon M. Denis Mayer, les résultats du sondage *National Survey of Student Engagement* (NSEE) seront disponibles sous peu. Plus de 1 000 élèves ont participé à ce sondage à la Laurentienne. De plus, la Laurentienne et les autres universités ontariennes entendent développer leur propre système de classement au cours de l'hiver.

Cela dit, ces sondages généraux ne posent pas de questions relatives aux services administratifs, académiques ou étudiants. Il va sans dire que les questions relatives aux services de l'AEF, de *l'Orignal* ou de l'éducation en français se posent encore moins!

C'est la raison pour laquelle, l'AEF et *l'Orignal déchaîné* ont élaboré le *Sondage AEF-l'Orignal déchaîné 2006* qui sera distribué en tant que supplément à *l'Orignal* (dans ce numéro d'ailleurs), par les profs francophones et par les délégués du Conseil des délégués (CDD) de l'AEF.

On vous encourage fortement à remplir ce sondage et à le soumettre aux bureaux de l'AEF (Centre étudiant 202) ou de *l'Orignal déchaîné* (Centre étudiant 304) avant **16h le vendredi 24 novembre 2006**.

Les résultats de ce sondage, si des tendances se confirment, nous permettrons, de classer par priorité les dossiers que vous voulez que nous abordions. Si, par exemple, les étudiants démontraient qu'ils étaient insatisfaits du service de cafétéria Aramark, *l'Orignal*, l'AEF et la SGA en quelque sorte, pourraient ensuite concrétiser vos pensées par des pressions en disant, «cette démarche jouit de l'appui de x% des étudiants».

Ce sera un outil très utile dans le travail que *l'Orignal* et que l'AEF fait pour défendre vos intérêts. Ce sera utile aussi pour voir quels dossiers ont besoin d'un suivi, lesquels devraient être mis de côté et lesquels devraient être entrepris. Ce sondage pourra mieux orienter l'AEF et *l'Orignal* pour les années à venir.

Votre participation à ce sondage est cruciale. On vous encourage fortement à prendre les cinq minutes nécessaires à le remplir et de le soumettre avant 16h le **vendredi 24 novembre au bureau de l'AEF**. Vos réponses seront compilées en décembre et une étude sera présentée dans *l'Orignal déchaîné* du **10 janvier 2007**. C'est votre occasion de vous prononcer sur votre vie à l'université: saisissez-la!

Serge Dupuis
Le rédacteur en chef

Mon médecin, diplômé en littérature ?

Magali Chignoli



Après avoir entendu dire que l'École de médecine du Nord de l'Ontario (EMNO) recrutait parfois des étudiants gradués en littérature ou en sciences sociales, *l'Orignal*, s'inquiétant de la santé de ses collègues, a voulu en savoir plus à ce sujet…

Ce peut-il que n'importe qui puisse devenir médecin ? Pour m'éclairer un peu plus sur le sujet, j'ai donc rencontré le Dr Marc Blayney, vice-doyen de l'EMNO, qui m'a expliqué comment le recrutement des élèves se fait.

Il paraît que non seulement peut-on s'inscrire à cette école quand on a complété un cycle en arts ou en sciences sociales, mais qu'en plus, il est même conseillé d'avoir suivi des cours dans ces domaines. Pourquoi cela ? Tout d'abord, avant de prendre peur, vous devez savoir que l'EMNO fournit tout l'enseignement relatif à la médecine. Votre médecin aura donc toutes les compétences requises pour vous soigner !

L'EMNO s'est fixé comme objectif principal de former des médecins et des chercheurs qualifiés pour répondre aux besoins en santé dans le Nord de l'Ontario. Les critères de sélection (même si ce n'est pas une condition sine qua none) cherchent donc à ce que, d'une part, l'étudiant vienne du Nord de l'Ontario et, d'autre part, qu'il veuille y travailler par la suite. Par ailleurs, la diversité des profils universitaires est recherchée par l'EMNO qui insiste sur une préparation équilibrée aux études de médecine.

À titre d'exemple, un étudiant qui a fait une concentration en sciences devrait avoir suivi au moins deux cours en arts ou en sciences sociales ou en humanités dans son programme de baccalauréat tout comme un étudiant qui a fait une concentration en arts devrait avoir suivi au moins deux cours de sciences. Mais certaines exceptions à cette règle peuvent exister, car d'autres critères entrent en ligne de compte pour choisir les heureux élus pour l'intégration dans l'école.

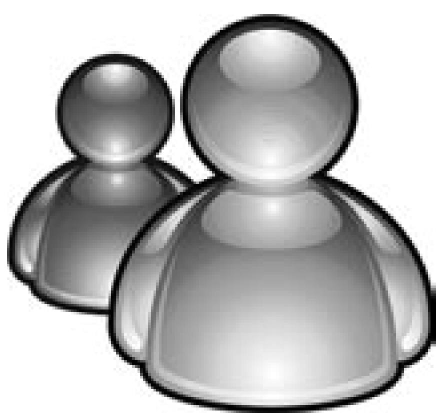
Ainsi, l'école de médecine recrute des bénévoles censés représenter les diverses communautés du Nord de l'Ontario (rurales, éloignées, urbaines, francophones, autochtones) qui vont participer à l'évaluation des demandes des candidats à travers des entrevues avec ceux-ci (après une certaine formation évidemment). Les étudiants sont aussi sélectionnés au vu des notes qu'ils ont obtenues (une moyenne générale de 3,0 sur 4), de leur motivation, des travaux de recherche, de leurs connaissances de base en médecine, de leur expérience sur le terrain, et des différentes expériences leur permettant de détecter les besoins d'une communauté et de la volonté de répondre à ces besoins.

Il ne faut donc pas s'inquiéter du fait que l'EMNO recrute des étudiants en arts ou en sciences sociales. Au contraire, la diversité des parcours et le fait de s'intéresser à l'environnement social semble être même une bonne chose. Il faut aussi noter que l'EMNO ne demande pas aux postulants d'avoir passé le *Medical College Admission Test* (MCAT) que d'autres écoles demandent, car celui-ci se passe uniquement en anglais, et le réclamer risquerait de désavantager les Francophones et les Autochtones.

En effet, d'une part, elle ne considère pas que quelqu'un de doué dans les matières littéraires sera forcément inapte à une quelconque activité scientifique (idée stupide mais couramment répandue selon laquelle on a l'esprit soit scientifique, soit littéraire), et, d'autre part, elle prend en compte le fait que pour être un médecin efficace les connaissances proprement médicales ne suffisent pas. En France, la sélection se fait au vu de la capacité des étudiants à retenir par cœur le plus d'information possible: la première année, ouverte à tous, consiste à apprendre tous les détails du corps humain, et seuls ceux qui ont la meilleure moyenne peuvent continuer (les moyennes sont en général très proches).

Malheureusement si la mémoire est importante, c'est loin d'être la seule qualité requise pour être un bon médecin (ne serait-ce que la jugeote par exemple!) Donc, je le répète, ne vous faites pas de souci pour le recrutement de vos futurs médecins, il y a pire ailleurs…

Êtes-vous branché sur MSN Messenger en classe?
La nouvelle technologie entraîne avec elle des défis



Jean-Maxime Bourgoin

Avez-vous déjà remarqué un étudiant qui chattait avec ses amis pendant les heures de classe? À la suite d'un sondage effectué par *l'Orignal déchaîné* la semaine dernière auprès de 50 étudiants, 92% d'entre eux affirmaient que c'est un véritable problème à la Laurentienne, et 12 des 50 avouaient qu'ils y sont eux-mêmes branchés dans la plupart de leur cours. Pourtant, quelques années passées, on ne parlait pas de MSN, et encore moins en salle de classe. Alors pourquoi y a-t-il autant d'adeptes aujourd'hui?

Depuis la naissance de MSN Messenger en 1999, la population étudiante, âgée entre 16 et 24 ans, est de plus en plus nombreuse à chatter avec leurs pairs. Le problème c'est qu'ils en deviennent dépendants et se branchent instinctivement sur MSN, même en salle de classe. En moyenne, à l'Université Laurentienne, 75% des étudiants recensés qui emmènent leurs ordinateurs portatifs en classe admettent avoir clavardé en classe. Plusieurs diront qu'ils ne dérangent personne tandis que d'autres ne comprennent pas pourquoi ils assistent à leurs cours. Jordan Macdonald partage ce même point de vue. «Je trouve ça ridicule. Ils ne sont même pas capables d'arrêter pour 15 minutes. C'est vraiment de la dépendance. J'ai déjà vu six gars dans ma classe qui jouait à un jeu vidéo ensemble pendant que le professeur enseignait. De toute façon, il n'a pas grand-chose à faire. C'est leur décision. Tant qu'ils ne me dérangent pas en le faisant, je vais rien dire.» En effet, la moitié des personnes interviewées soulignent qu'ils détestent entendre le bruit qu'occasionne le claquement du clavier. Même les professeurs sont préoccupés par ces discussions électroniques. Ils remarquent un manque de concentration et un manque de participation de leur part. Johanne Melançon, professeure en littérature, affirme que les jeunes d'aujourd'hui cherchent à faire plusieurs choses en même temps.

«C'est difficile d'aller chercher leur attention. Tu peux essayer de les divertir, mais il reste qu'il a de la matière à transmettre. Ils sont à l'université pour apprendre, et apprendre, c'est du travail.» Elle croit également que la taille des classes influence les étudiants à se brancher sur MSN Messenger. «J'enseigne généralement à de petites classes. Ils ont moins tendance à chatter avec leurs amis sur MSN parce que c'est un contact plus personnel. C'est probablement un problème qui est plus fréquent dans les universités où les classes sont plus grandes.»

En effet, l'an dernier, à l'Université d'Ottawa, ils ont bannit l'utilisation de MSN Messenger en salle de classe puisque la situation était devenue incontrôlable. Elle est la première université canadienne à restreindre cet usage. Jusqu'à maintenant, les universités Queen's et Western s'apprêtent à faire la même chose. Alors la question se pose: devrions nous bannir l'utilisation de MSN Messenger dans les salles de classe à la Laurentienne? «Personnellement, je n'ai pas encore ce problème, mais plusieurs de mes collègues ont remarqué cette nouvelle tendance et ne l'apprécient pas vraiment», conclut Mme Melançon.

Vous voulez transmettre une information à quelqu'un d'autre dans la classe en vitesse. Finit les petites notes en papier, branchez-vous sur MSN! Pendant que les professeurs tentent désespérément de trouver des nouvelles méthodes pour divertir les étudiants en classe, ceux-ci en profitent en glissant un petit mot à leur voisin de table. Voilà un problème à ses tous débuts. Au total, 88% des étudiants interviewés prévoient sûrement utiliser MSN en salle de classe dans les années à venir. Inutile de s'inquiéter, soyez-en plutôt fier! Vous aurez vécu l'époque où on chattait sur MSN avec nos amis à l'université.

L'appel du Sud

Le casse-tête de l'exode des jeunes du Nord de l'Ontario vers les villes du Sud de la province.

Sophie Lamontagne

Selon le ministre du Développement du Nord et des Mines (MDNM), M. Rick Bartolucci, l'exode des jeunes est un problème crucial pour les régions du Nord de l'Ontario.

D'après les statistiques du MDNM, la population du Nord ontarien aurait chuté de 19 % depuis quelques années. Le drame de ces régions éclate lorsqu'on analyse les statistiques de la formation. Selon les recherches effectuées par le Conseil de développement du Nord de l'Ontario, seulement environ 10 % de la population du Nord âgée de 20 ans et plus détient un baccalauréat ou un diplôme de deuxième cycle alors que le taux se chiffre plutôt à 19 % pour l'ensemble de la province. Selon la même recherche, le taux de chômage chez les jeunes du Nord ontarien s'élèverait à près de 16 %, comparativement à 13,9 % pour l'ensemble de la province.

Ces chiffres expliqueraient-ils l'hémorragie démographique que connaissent ces régions et qui menace leur existence ?

Pour proposer des solutions adéquates à ce problème de l'attrait des villes du Sud sur les jeunes du Nord, le MDNM avait incité le Conseil de développement du Nord à collaborer avec ces jeunes afin d'établir une série de stratégies. La consultation s'est déroulée l'été dernier. Au cours de 30 séances de dialogue organisées auprès de 16 collectivités du Nord ontarien, les responsables du MDNM ont présenté aux jeunes plusieurs possibilités de contrer le problème d'exode. Le Conseil partait aussi de la conviction que les stratégies recommandées auraient davantage de succès si les jeunes concernés seraient impliqués dans la prise de décision, que ce soit au niveau local, régional ou provincial.



Au cours des consultations, il est apparu que le transport, le logement et les loisirs abordables sont les défis les plus courramment envisagés.

Afin de stabiliser les régions en question, il faut alors que le gouvernement et le MDNM mette en marche des mesures pour contrer ces défis. Une étudiante installée à Ottawa mais originaire du Grand-Sudbury ajoute d'ailleurs que son établissement à Ottawa lui a fait « découvrir une plus grande diversité de choses culturelles».

Les recommandations formulées permettront d'établir des priorités convenant aux besoins économiques, sociaux et culturels des différentes collectivités du Nord. Par exemple, pour faire face aux taux de chômage élevés par rapport à la moyenne provinciale, le Conseil propose notamment d'investir dans la « nouvelle économie », ce qui augmenterait et diversifierait l'offre d'emplois.

Mais ces offres ne seront comblées que s'il se développe dans le Nord une expertise originale, centrée sur cette nouvelle économie précisément. C'est pourquoi l'une des recommandations du Conseil insiste sur la réforme des programmes d'éducation et de formation. Il suggère de mettre sur pied des programmes innovants, afin de satisfaire les besoins présents et futurs des employeurs.

Le développement des possibilités de formation serait bénéfique à un autre niveau : il permettrait de retenir dans le Nord les jeunes qui s'exilent dans les grandes villes à des fins de formation. Par exemple, deux anciennes résidentes de Sudbury et de Hearst disent avoir quitté leur ville natale afin de poursuivre leurs études. Dans ce contexte, le Conseil croit que l'utilisation de l'infrastructure technologique d'information et de communication permettrait d'offrir des programmes d'études à distance.

Par contre, peut-on dire que ces stratégies correspondent à la réalité de tous les jeunes du Nord Ontarien ? Il est difficile de répondre à une telle affirmation, tant les différences sont notoires entre les régions concernées. C'est pour mieux saisir ces disparités que, il y a quelques mois, les membres du Conseil avaient présenté leurs huit stratégies aux gens du Nord par le biais de dialogues et de questionnaires en ligne. Leur recherche a démontré qu'il existe un écart entre les besoins des différentes communautés. Selon une ancienne résidente du Grand Sudbury, le gouvernement doit solliciter la participation des jeunes au débat pour que les solutions aient une portée considérable. Le rapport final attendu pour la fin du mois d'octobre permettra de préciser les attentes des jeunes des autres collectivités concernées.

L'exode des jeunes est un véritable fléau pour les collectivités du Nord, surtout dans un contexte où le départ prochain des baby-boomers du marché du travail pose l'énorme problème de la relève. Pour demeurer attrayantes et compétitives, les collectivités du Nord de l'Ontario doivent travailler de concert, afin de régler ce problème dont dépend leur avenir démographique et économique. Pour elles, c'est une question de vie ou de mort. Mais tout n'est peut-être pas perdu. Une étudiante d'Ottawa, native de Sudbury, disait tout récemment lors d'une entrevue : « On ne sait jamais ou la vie va nous mener et je retournerais à Sudbury s'il y avait une bonne occasion de le faire». Comme quoi, tant qu'il y a de la vie, il y a toujours de l'espoir !

Lequel est le moins mauvais?
Une analyse d'un débat des candidats à la mairie du Grand-Sudbury 06

Serge Dupuis et Éric Thériault



La date: le jeudi 2 novembre à 19h00. Le lieu: la salle des Métallos (Steelworkers). Quoi: Une soirée intéressante et inquiétante; le débat des candidats à la mairie!

Jeudi dernier, une cinquantaine de Sudburois se sont réunis dans la salle des Métallos pour assister au débat qui mettait en vedette 5 des 7 candidats à la mairie, soit **Lynne Reynolds**, une conseillère municipale, **John Rodriguez**, un ancien député fédéral de Nickel Belt, **David Popescu**, un travailleur à l'abri de l'Armée du Salut, **Ed Pokonzie**, un chauffeur de camion qui récolte une pension d'invalidité, et **David Chevrier**, un résidant concerné de la ville. Étaient absents, **David Courtemanche**, le maire actuel, et **Marc Crockford**, un homme d'affaires.

De vous décrire les plateformes électorales serait quelque peu difficile puisque nous n'avons pas pu saisir les visions des candidats pour les années à venir. Voter le lundi 13 novembre s'avérera un défi de taille!

Un reportage de Radio-Canada a fait état de sujets chaudement disputés. Nous le voyons autrement dans la mesure où **l'élection d'un de ces cinq candidats mettrait gravement en péril l'avenir de notre ville**.

Lynne Reynolds commença le débat en nous soulevant une brique de nickel, ce qui, selon elle, concrétisait l'avenir de notre ville. Consciente du fait que le débat avait lieu dans la salle des Métallos et que le débat était présenté par le *Conseil du travail du Canada*, elle nous a tout de suite parlé de l'importance des mines à Sudbury. Laissez faire la jeunesse, l'avenir se trouve à 5000 pieds – et non six pieds (ha ha) – sous terre. Elle a clairement affirmé son appui envers les syndicats et les aînés. Elle a terminé en nous disant qu'elle veut reconstruire la fierté des gens de Sudbury. De son côté, elle était pourtant absente du concert des Trois accords, du Salon du livre et de la Nuit sur l'étang. Serait-ce le cas que Mme Reynolds n'a pas beaucoup d'esprit? On vous laisse trancher là dessus…

Après Mme Reynolds, sont venus les propos de notre candidat chevronné qui se présente à la mairie depuis une quinzaine d'années. David Popescu a débuté son discours avec une prière et a ensuite déclaré que les citoyens de Sudbury sont des pêcheurs et que la plupart d'entre eux méritent de se faire punir pour leur comportement non orthodoxe. Par ailleurs, il faut que toute éducation dans la société, à son avis, soit inspirée de la Bible.

Par la suite, Ed Pokonzie a pris la parole. Après cinq minutes de chiâlage, comment dire, incompréhensible et illogique, nous ne pouvions pas retenir une seule chose de sa plateforme.

De son côté, David Chevrier a réussi à nous faire rigoler. Après un long discours sur les fraudes possibles avec le nouveau système de vote électronique (peut-être il venait d'écouter le film *Man of the Year* de Robin Williams), il nous a parlé de la forte proportion de chlore et de fluorite que contient l'eau municipale. À son avis, elle diminuerait nos capacités physiques et psychologiques. Cela dit, il ne s'est pas empêché de boire TROIS verres d'eau durant le débat. hmmmm…

Enfin, John Rodriguez, le candidat qui mène présentement dans les sondages, a pris la parole. Malgré des incohérences, il a souligné que les diverses communautés de la ville doivent s'unir pour développer un sens d'appartenance. À titre d'exemple, il a mentionné que les chaises municipales pour des cérémonies spéciales qui se trouvaient autrefois à Dowling n'y sont plus depuis la fusion de cette municipalité au Grand-Sudbury en 2001. Conséquemment, durant la commémoration du Jour du souvenir, les anciens combattants devront demeurer debout. Et pourquoi pas, il a ajouté que les impôts sont trop élevés.

Alors que la soirée s'est poursuivie, M. Popescu affirmait que l'immoralité sexuelle causait un être de devenir clochard, que Harry Potter est démonique et que les enfants doivent tout apprendre de la Bible. Par ailleurs, les femmes qui travaillent à l'extérieur du foyer sont ainsi à la source de l'éclatement de plusieurs familles éclatées dans notre société.

Selon M. Chevrier, la situation même d'être sans abris serait due à un manque d'estime de soi. Il a ensuite affirmé que nous n'avons pas assez d'emplois. Cependant, 10 minutes plus tard, il estimait que les mères ne devraient pas falloir travailler car elles vont bien à la maison avec leurs enfants. Donc notre problème serait à la fois qu'il y a trop de jobs et pas assez de jobs dans notre ville? Il a ajouté qu'il faut accorder des contrats aux entrepreneurs de l'extérieur lorsque le coût est moins cher que d'employer des gens de Sudbury. Il a ensuite affirmé que nous devons améliorer l'économie locale. Hmmm, comment dire… pouvez-vous répéter la question?



Qui peut claquer la meilleure sieste? Chevrier, Rodriguez ou Pokonzie?

Les deux candidats «sérieux» auraient pu apaiser nos inquiétudes… mais ça n'a pas été le cas. Mme Reynolds a souligné que les services municipaux peuvent s'améliorer sans donner d'idée quant à ce qu'elle allait faire pour rectifier la situation.

Mais s'il y a bien un expert quand ça vient à élider des questions, c'est bien John Rodriguez. Devant une foule fort sympathique (qui applaudissait chacun de ses propos nonobstant leur contenu), il a réussi à parler du gouvernement fédéral alors que la question traitait des clochards à Sudbury. Voici la formule qu'empruntait M. Rodriguez tout au cours de la soirée: si la question n'avait pas à trait au syndicalisme ou les travailleurs, il estimait qu'il fallait redonner ces responsabilités aux gouvernements fédéral ou provincial; si la question avait à trait au syndicalisme et aux travailleurs, il glorifiait ceux-ci. Facile à dire qu'il faut reléguer toutes les responsabilités au gouvernement fédéral et provincial, mais en quelque part, il faut démontrer ce qu'on peut faire lorsqu'on se présente pour un poste. Veut-il être maire?

Suite au débat, nous avons approché Mme Reynolds et M. Rodriguez pour leur poser des questions au sujet de l'environnement et de la réduction de l'émission des gaz à effet de serre, de la mise en valeur du caractère franco-ontarien de la ville, et du rôle que doit jouer la jeunesse dans la ville.

Selon Mme Reynolds, elle n'entend pas étendre le laissez-passer d'autobus à d'autres institutions ou entreprises dans la ville. Alors sur le plan de l'environnement, elle ne promet rien. En ce qui concerne le débat qui entoure la présence du drapeau franco-ontarien à la ville, il est terminé, mais faut une meilleure consultation auprès des conseillers. Pour faire quoi au juste? Nous n'en sommes pas sûrs. Elle a ajouté ensuite que pour avoir une meilleure présence francophone dans la ville, nous devons élire une mairesse francophone. Toutefois, Mme Reynolds parle un français cassé et elle ne s'est jamais montrée en faveur d'une cause franco-ontarienne. À titre d'exemple, le drapeau ne lui importe pas à l'hôtel de ville, et elle a mené la lutte CONTRE la construction d'une nouvelle école primaire de langue française sur la promenade Centennial le mois dernier. Frenkeauphun! Mon œil! Enfin, elle a dit que la jeunesse sont les leaders de demain. Vraiment? Un peu comme le veau d'aujourd'hui est le bœuf de demain! C'est fort, c'est fort…

Lorsque nous avons approché M. Rodriquez pour lui poser ces questions, il nous a dit d'aller voir l'ACFO (Association canadienne-française de l'Ontario) du Grand-Sudbury. De toute évidence, un entretien avec des étudiants lui était trop peu important. Nous allons alors s'inspirer de sa réponse pour vous encourager de visiter le *www.acfosudbury.ca* afin de voir ce que tous les candidats avait à dire au sujet de la francophonieau sein de notre ville.

Nous avons tenté de contacter David Courtemanche, le maire actuel pour lui poser quelques questions, mais sans succès.

EspéronsqueM. Courtemanche ou M. Crockford ont plus de sens que les autres candidats. Sinon, notre ville fera véritablement pitié pour les quatre prochaines années. Il est, d'une part, décourageant de voir le faible calibre des candidats qui se présentent et, d'autre part, onéreux que les Sudburois tolèrent d'avoir des élus municipaux aussi mauvais. Le lundi 13 novembre, vous aurez alors un choix difficile à faire. Lequel est le moins mauvais? Songez-y.

Brenda Wallace : salle de lecture ou salle de conférence?

Janelle Giroux



Pour vous situer… C'est le 4 mai 2001 que la salle de lecture Brenda Wallace voit le jour (ainsi que la salle d'ordinateurs Brenda Wallace, mais celle-ci ne fera pas l'objet de cet article). Vous la connaissez sûrement, cette salle qui offre une vue magnifique et une atmosphère tellement paisible. Paisible? pas toujours…

À préciser… Cette salle dite de lecture a été créée POUR LES ÉTUDIANTS et, à l'occasion, peut effectivement faire l'objet de réservations, assurant ainsi, avec les fonds amassés, l'entretien de la salle.

À discuter… Une telle politique semble raisonnable bien sûr; mais la réalité ne l'est pas autant. Surtout que la politique officielle précise que la salle « will be available for booking after 5 p.m. only » (excusez-moi, la politique n'était disponible qu'en anglais, mais ce n'est pas long qu'elle fut soumise pour sa traduction) alors que la salle Brenda Wallace est très, voire trop souvent réservée avant cette heure. Mais ce n'est pas tout… S'il est indiqué sur la porte que la salle est réservée à une telle heure, à partir de 14h par exemple, c'est trompeur. En fait, on vient installer la salle environ une heure avant et puis cela bouleverse l'environnement paisible : c'est le bordel! on ne s'efforce nullement à chuchoter, à respecter les étudiants bien studieux. Que dire de toute la nourriture et du café qui sont servis lors des conférences ou autres rassemblements! L'odeur que cela entraîne… pas du tout agréable durant l'étude. Et la sonnette 15 minutes avant la fermeture de la bibliothèque… La première fois qu'elle m'a surprise j'en étais quelque peu inquiète tellement le son est fort et interminable; si cela n'était pas assez, le tout reprend 5 minutes après – quelle exagération! Dernière chose : les pupitres près de l'entrée des portes de la salle Brenda Wallace sont souvent occupés par des étudiants bien concentrés, mais ce qui les déconcentre vite c'est bien le va-et-vient des gens qui se rendent dans la salle. Tout pour dire que bien sûr les réservations sont source de financement pour cette salle de lecture, mais elles deviennent de plus en plus fréquentes et cela n'est certainement pas raisonnable.

À éviter... Sans doute, cela vous est déjà arrivé de vous voir refuser l'accès à la salle Brenda Wallace, probablement le soir avant un gros examen en plus... Mais ne vous en prenez pas trop vite aux bibliothécaires, car l'élaboration de la politique de cette salle revient au vice-recteur administratif, mais puisque le poste n'est présentement pas occupé, le bureau de la rectrice en devient responsable. Mais c'est bel et bien le bureau d'administration de la bibliothèque qui se charge d'organiser l'horaire des réservations, et alors on peut se demander pourquoi les demandes de réservations avant 17h sont acceptées…

À retenir… Les procédures établies pour la salle Brenda Wallace ne sont pas suivies, l'intervalle du temps de réservation de la salle est en fait plus étiré, une trace d'odeur de nourriture brise l'atmosphère d'étude, les dérangements internes ont des répercussions externes, le fonctionnement de la sonnette est nettement exagéré, les autorités concernées ne semblent pas s'occuper sérieusement de cette salle de « lecture » et donc le service à la clientèle étudiante est insatisfaisant. Nous les étudiants, nous déboursons et déboursons et déboursons envers nos frais de scolarité, ce qui devrait nous mériter le droit d'avoir accès à ce qui, d'ailleurs, nous revient. Nous n'avons qu'à penser à l'Entre-Deux de l'AEF – qui est tout à fait disponible en tout temps (à l'exception de rares occasions).

À réviser… la politique de la salle Brenda Wallace!

Une journée d'action contre la consommation.

Le 25 novembre 2006 est la Journée Sans Achat.

Sophie Blais

N'oubliez pas que le 25 novembre prochain est la Journée Sans Achat. Cette journée durant laquelle, vous devez, pour 24 heures, ne rien acheter. Un geste symbolique qui manifeste un certain désir de dissociation du besoin continuel à vouloir consommer.

Cette initiative est menée en Amérique du Nord par le groupe *Adbusters* (Casseurs de pub), un réseau pour un renouveau de l'avancement social à travers la diffusion de l'information. Néanmoins, cette journée, de plus en plus perçue comme un festival, est pratiquée sur une base individuelle partout dans le monde.

La Journée Sans Achat se veut d'exposer quelques grandes questions économiques contemporaines. Dans un contexte de mondialisation, où la société de consommation ne fait que grandir, il est important de se souvenir que les ressources naturelles, elles, deviennent de plus en plus rares et que subséquemment, les possibilités d'expansion et de développement aussi. Il s'agit ici de faire un choix conscient de participer ou non à la société de consommation pour une journée. En soi, pour ceux qui y participent, la journée est un détachement total du système économique. Le fait de ne pas consommer sert à exposer le mécontentement collectif des gens face à une économie omniprésente. Enfin, c'est la manifestation d'un vouloir de changement contre un système qui dicte le déroulement de plusieurs vies quotidiennes. La Journée Sans Achat va au-delà de cela, elle tente aussi d'exposer une société qui gaspille à travers sa consommation excessive et qui doit être sensibilisée face aux divers problèmes économiques dans le monde. Avertissez votre entourage. Impliquez vous. Et, surtout, simplifiez votre vie en n'achetant rien le 25 novembre prochain.

Denys Delâge : bientôt de passage chez nous

Josée Lapalme

L'ACFAS-Sudbury, *l'Association francophone pour le savoir* fait la promotion des connaissances scientifiques en français afin d'aider à l'épanouissement de la culture et de la vie socioéconomique chez les francophones du Nord de l'Ontario.

Afin de répondre à son mandat, l'ACFAS-Sudbury organise plusieurs activités telles que des bourses étudiantes, des conférences-midi (en collaboration avec l'*Institut franco-ontarien*) et la Journée des sciences et savoirs, un colloque où les professeurs-es et étudiants-es francophones sont invités à présenter leurs recherches scientifiques.

L'*ACFAS-Sudbury* et l'*Institut franco-ontarien (IFO)* vous invite à assister aux conférences-midi 2006-2007. Cette activité vise à transmettre des connaissances scientifiques, culturelles ainsi que politiques de dernière heure à la communauté francophone de l'Université Laurentienne.

Le jeudi 30 novembre 2006

11h30 à 13h00

Salon des Gouverneurs, 11e étage – édifice Parker

«Regards croisés sur les chiens en contexte colonial canadien»

Denys Delâge

Denys Delâge est professeur de sociologie et d'histoire à l'Université Laval et s'intéresse à l'histoire amérindienne. Il a écrit plusieurs publications à ce sujet, entre autres, *Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est 1600-1664* pour lequel il a été récipiendaire des prix *Lionel Groulx*, pour le meilleur livre d'histoire, et *John Porter*.

Sa présentation portera sur l'importance et la signification des chiens dans les différents aspects de la vie sociale dans l'histoire amérindienne. Il tente également de souligner le rôle de la relation entre les Amérindiens et leurs chiens dans la mythologie amérindienne.

L'ACFAS-Sudbury et l'IFO vous invitent à assister à cette conférence, peu importe votre domaine d'étude. Cette présentation risque d'être fort intéressante! Les rafraîchissements seront servis. Emportez votre casse-croûte!

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec l'ACFAS Sudbury au 675-1151 poste 4229, au *acfas-sudbury@laurentienne.ca* ou visitez le *laurentienne.ca/acfas*.

Chronique politique : Francophones, go home!



Joseph Gagné

En se promenant dans les couloirs de l'Université Laurentienne, nous oserions croire que la francophobie ait disparu depuis longtemps. Nous entendons du français dans les classes, nous pouvons lire certaines affiches traduites en français, nous avons des services en français; bref : nous sommes dans une institution post-secondaire qui prône le bilinguisme. Mais sommes-nous belle et bien dans une utopie où nous pouvons vivre le meilleur des deux mondes? Examinons de plus près.

On parle toujours de l'assimilation des francophones, bien que nous ne puissions pas en résumer tous les facteurs ici, sinon nous aurions des volumes dédiés à la décortication de la situation (d'ailleurs, n'avons-nous pas déjà de nombreux professeurs qui prennent déjà le pouls de notre Ontario français?). Mais présumons un instant que le racisme soit un facteur déterminant à l'assimilation. Certes, depuis l'institution de la Charte des droits et libertés au Canada, une tolérance interculturelle s'impose. Mais est-ce nécessairement une ouverture d'esprit? Déjà que les plus grands défenseurs du bilinguisme canadien se posent la question «pourquoi n'y a-t-il pas plus d'anglophones qui apprennent le français?» Réponse facile! citons Gaston Miron : Il y a des gens qui essayent de nous faire croire que c'est le tout [le Canada anglais] qui va apprendre la langue de la partie [le Canada français]. Citons, de plus, Normand Renaud : «En Ontario, on parle anglais pour communiquer avec les autres, et on parle français pour soit» CITATION À VÉRIFIER

Mais revenons donc à nos moutons. Il n'est pas question ici de l'évident échec du bilinguisme canadien, mais en effet de la question si le racisme contre les francophones est toujours présent en Ontario, et pire, sur notre campus? Si subtiles soit elles, les preuves sont là.

Combien de fois parlez-vous à une caissière ou un caissier en français d'abord? Assez rarement. Pourtant, lorsque quelqu'un s'efforce de se présenter en tant que francophone premièrement, remarquez le nombre de fois qu'une hostilité se heurte contre vos bonnes intentions. Au lieu de se contenter d'un simple «Sorry, I don't speak French» poli, il nous arrive souvent de se buter contre cette même phrase, l'apologie en moins et accouplée d'une hostilité présente dans la voix et le visage. Ou bien que dire de cet autocollant pro-français qu'un prof afficha sur sa porte, sur lequel nous lisions quelques jours plus tard une note écrite à la main, *Bigot*? Pire, les commentaires verbaux des gens; par exemple, celui d'un ancien garde de sécurité à la gare d'autobus qui, ouvertement, disait «*Francophones should go back to Kwaybeck!*» Pour en finir avec les exemples innombrables, mentionnons un acte de vandalisme récent : dans la salle des toilettes pour homme du deuxième étage de la bibliothèque J.N. Desmarais, vous retrouverez une fleur de lys barrée. L'Ontario est peut-être notre demeure, mais il y a des jours où nous avons tendance à se sentir comme des étrangers…

Ce qui nous ramène à notre questionnement sur l'assimilation de tantôt : est-ce que le racisme empire l'assimilation? C'est difficile à confirmer, vu la subjectivité du sujet. Cela dépend de l'individu et de sa réaction envers cette intolérance. Il nous semble, toutefois, que les Franco-Ontariens font preuve d'un laxisme qui prône non pas la mansuétude, mais plutôt une résignation et une honte de son identité. C'est normal : personne n'aime être victime de la mauvaise foi. Nous avons fait l'expérience personnelle de lieux, partout en Ontario et à Sudbury également, où les gérants de magasins allaient aussi loin que de *refuser de nous servir parce que nous étions français*. Déjà que trouver du service en français est difficile, en plus devons-nous nous soumettre à la discrimination? Plusieurs préféreront se renfrogner, mettre la fierté et la dignité de côté, et abandonner l'usage public du français pour le réserver pour la maison. Et encore… il semble que notre devise «nationale» canadienne française hors-Québec soit «pourquoi parler français? Personne ne l'utilise et ça n'apporte que du trouble.»

Vis-à-vis de cette analyse du racisme contre les francophones, nous avançons toutefois deux gros «*mais*» : même si une intolérance est véhiculée par quelques individus, est-ce que ça prouve pour autant que la société anglophone nous dédaigne? C'est peut-être fort comme option de conclusion, espérons que ce n'est vraiment pas le cas; toutefois nous proposons au lecteur d'en juger, espérant qu'il ne s'assoupira pas non plus dans une passivité acceptante face aux individus qui agissent de la sorte. En plus, nous ne devons pas oublier de louer les efforts de ceux qui travaillent à l'approchement des deux cultures. Tout comme les Franco-Ontariens ont tendance à être passifs envers les francophobes, ils peuvent l'être parfois avec ces chers francophiles. Deuxièmement, nous pouvons pointer du doigt les «autres» tant que l'on veut, mais sommes nous vraiment meilleurs? Combien de fois voyons-nous ces francophones ardents qui sont les premiers à dénoncer les commentaires dédaigneux visés vers eux, mais qui, la poutre à l'œil, vont eux-mêmes faire les hypocrites en méprisant Musulmans, Chinois, Autochtones, etc. Parfois, présenter l'autre joue n'est pas nécessairement l'action de s'assujettir à une double indignation par son opposition, mais de se retourner le visage afin de regarder ce que l'on fait soi-même à l'autrui. Comme le dit le proverbe, soyez le changement que vous voulez voir dans ce monde!

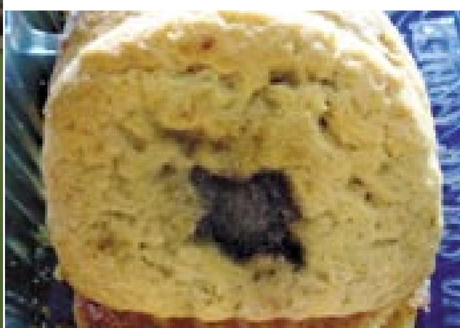
Des biscuits 4 mois passés date. Retrouvés exclusivement chez Aramark!



MMMMMMM! Que c'est bon! Des biscuits Voortman's passé date par 4 mois! C'est Julia Laporte qui a acheté ces biscuits le **14 octobre 2006** alors qu'ils avaient une date d'échéance du **23 juin**. En ouvrant le paquet, elle a aperçu du **moisi**, de la **poussière** et des biscuits qui **s'effritaient**.

Que de la qualité chez Aramark!

Quand termine le contrat encore? Giselle Bessette devrait porter attention à ces choses là... surtout durant l'année de renouvellement du contrat.



Sur la photo, on aperçoit Julia Laporte et Marie-Claude Mallet qui en sont dégoûtées.





Joseph Gagné

La nuit. La lune est haute dans le ciel. Que voit-on? Un canot d'écorce qui file sur les rayons argentés de l'astre? Ces lumières qui brillent dans l'encre noire sont-elles bel et bien des étoiles, ou bien des feux follets? Est-ce le vent qui sillonne dans les oreilles ou bien un hurlement de loup qui fend la nuit? Là, aux croisées des chemins : est-ce le fanal d'un nomade, ou le Diable en personne qui trotte par ici?

Familier, n'est-ce pas? Ce sont des contes que nous avons presque tous connus un moment ou l'autre de notre vie : la Chasse-galerie, les feux-follets, les revenants... bref, la pléthore de personnages plus fantastiques les uns que les autres qui habitent les vieilles histoires folkloriques d'antan. Moi-même, je dois admettre avec un petit sourire narquois que je suis un grand amateur de ces vieux contes. J'ai toujours été fasciné par une histoire en particulier, celle du *loup-garou*.

Oh oui, le loup-garou, qu'y a-t-il de neuf là-dedans, vous dites? On les a tous vu les films de loup-garou! Pourtant, je trouve qu'aucun film moderne, que ça soit *Underworld, An American Werewolf in Paris,* ou encore notre propre création canadienne, *Gingersnaps*, ne pourra jamais faire concurrence à mes histoires biens-aimées tirées du folklore canadien-français, en particulier ceux d'Honoré Beaugrand et de ses auteurs collègues du XIXe siècle. En dénudant la légende du loup-garou de tous les ajouts faits par le cinéma américain, nous retrouvons une métaphore sociale, celle de l'homme qui se fait tourmenté par sa faute, son manque au devoir social (chrétienne peut-être, mais sociale quand même!).

Parmi les pages des auteurs du fantastique canadien-français du XIXe siècle, nous retrouvons cette description du loup-garou : selon Honoré Beaugrand, on dit qu'un loup-garou est un homme qui a passé sept ans sans faire ses Pâques (c'est-à-dire, aller se confesser et communier à l'église durant la semaine sainte). Du coup, le poil lui pousse en dedans et il devient un loup la nuit. Élaborant, Pamphile Le May ajoute : «C'est effrayant. Ça ressemble à un autre loup, mais ce n'est pas pareil. Les yeux sont comme des charbons ardents, les poils sont raides, les oreilles se dressent comme des cornes, la queue est longue.» Les activités du loup-garou sont diverses, soit en train de chercher quelqu'un pour les délivrer de leur malheureux sort, ou pire, à la recherche de chaire humaine. En ce qui a trait à la délivrance d'une âme malheureuse «courant le loup-garou», cela varie selon l'auteur ou le conteur; il s'agirait de lui faire tirer du sang, préférablement en lui faisant une blessure en forme de croix sur le front, ou de le transpercer avec un objet en argent. Instantanément, le damné retrouvera sa forme humaine et habituellement, dans la tradition moralisatrice de l'écriture chrétienne du temps, s'efforcera de ne plus manquer à ses devoirs religieux par la suite.

Pour vous donner un petit goût de ces textes souvent, et malheureusement, oubliés, voici un extrait du texte provenant du livre *La Chasse-galerie* d'Honoré Beaugrand : «C'était le jour de la Toussaint et nous montions de Québec avec une cargaison de charbon, par une grande brise de nord-est. [...] Tout à coup le temps parut s'éclaircir et nous aperçûmes sur la rive de l'île de Grâce que nous rasions en montant, un grand feu de sapinages autour duquel dansaient une vingtaine de possédés qui avaient des têtes et des queues de loup et dont les yeux brillaient comme des tisons. Des ricanements terribles arrivaient jusqu'à nous et on pouvait apercevoir vaguement le corps d'un homme couché par terre et que quelques maudits étaient en train de découper pour en faire un fricot. C'était une ronde de loups-garous que le diable avait réunis pour leur faire boire du sang de chrétien et leur faire manger de la viande fraîche. Je courus à l'arrière pour attirer l'attention de mon défunt père et de Baptiste Lafleur, le matelot qui naviguait avec nous, mais qui n'était pas de quart à ce moment-là. Ils avaient déjà aperçu le pique-nique des loups-garous. [...] mon défunt père était en train de charger son fusil pour tirer sur les possédés qui continuaient à crier comme des perdus en sautant en rond autour du feu. Il fallait se dépêcher car le bateau filait bon train devant le nord-est.

– Vite ! Pierriche, vite ! donne-moi la branche de rameau bénit, qu'il y a à la tête de mon lit, dans la cabine. Tu trouveras aussi un trèfle à quatre feuilles dans un livre de prières, et puis prends deux balles et sauce-les dans l'eau bénite. Vite, dépêche-toi ! [...] Et il rechargea son fusil et en guise de balle il fourra son chapelet dans le canon.

Et paf !

Cette fois le coup avait porté ! Le feu s'éteignit sur la rive et les loups-garous s'enfuirent dans les bois en poussant des cris à faire frémir un cabaleur d'élections.»



Alors, cher lectorat, pour conclure, je vous lance l'invitation de nous joindre aux célébrations de la Sainte-Catherine organisées par l'AEF ce 23 novembre; en plus de la bonne bouffe traditionnelle, des chants et tout ce qui a rapport au folklore canadien-français, attendez-vous à d'autres contes passionnants du genre!

VOX-POP

Que pensez-vous de l'utilisation de MSN en classe?

Josée Lapalme et Jean-Maxime Bourgoin



Christine Pagé

4e année, histoire et littérature

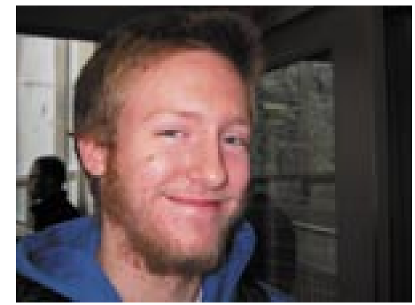
Je pense que c'est correct à condition que tu peux participer en classe. Je n'ai pas de bloc notes, alors je ne sais pas comment haut est le niveau de distraction que MSN peut apporter chez les étudiants durant une classe.



Gabrielle Lemieux

4e année, histoire et littérature

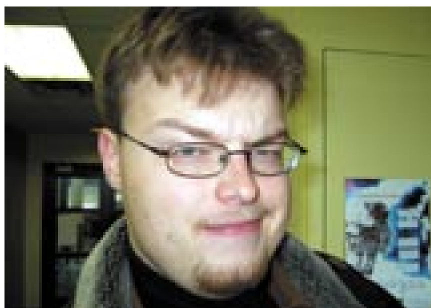
Je trouve ça très fatigant d'entendre des clics claques quand le professeur parle en classe. Franchement, il pourrait attendre après la classe. Parler sur MSN en classe est aussi pire que de recevoir un appel téléphonique en classe.



Eirik Hjertenaes

2e année, chimie

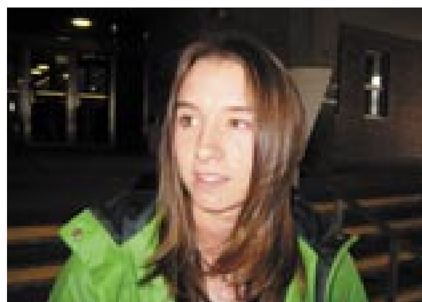
MSN est une distraction pour moi, mais puisqu'on est à l'université, c'est au choix des étudiants. Je ne vois pas ça comme un problème encore. Si les notes des autres étudiants dans ma classe baisse à cause de MSN, c'est bon pour moi car je n'emploie pas MSN!



Joseph Gagné

4e année, histoire et littérature

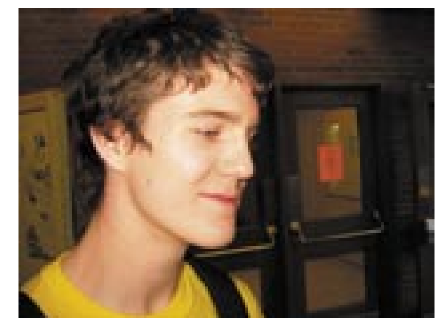
Avoir un bloc notes, je profiterais de MSN au boute! Ça passe le temps quand les professeurs parlent pour rien dire. (Je ne vise aucun professeur en particulier. Je vous aime tous ce semestre!)



Natalie Arcand

2e année, éducation

On paye beaucoup d'argent pour aller à l'école donc, ça ne vaut pas la peine de perdre son temps en classe à parler sur MSN au lieu d'écouter au professeur. Mais, c'est une décision personnelle.



Jeremy Watson

3e année, biomédicale

Pourquoi aller en classe si tu vas utiliser MSN? Personnellement, je n'ai pas de bloc notes, alors je ne peux pas utiliser MSN même si je pouvais. Ce n'est pas le problème à personne à l'exception de la personne qui l'emploie.

suite de «Sudbury et le graffiti...», la une



de la ville. Au mois de mai, la conseillère Frances Caldarelli a souligné au conseil municipal l'urgence de régler ce problème. Un comité a donc été mis sur pied dans le but de trouver des moyens de prévention du vandalisme qui se commet encore sur les propriétés privées et publiques.

Le programme, élaboré par la municipalité, comprend des présentations publiques dans les écoles par les policiers et un projet appelé « Community Graffiti Eradication Blitz » dans lequel les élèves des écoles participantes peinturent les murs couverts de graffitis. Il comporte aussi un projet intitlé « Adoptez une rue », et un règlement communautaire pour contrer ce phénomène. La Ville du Grand-Sudbury a publié, le 28 septembre un communiqué annonçant le lancement du programme lors d'une conférence de presse le 4 octobre.

À Gatineau, les autorités ont eu un coup de foudre qui a connu le succès. La ville est parvenue à non seulement minimiser les pratiques, mais elle a aussi réduit de 70% en quatre ans le nombre de plaintes des citoyens ayant trait au graffiti. La solution a consisté à consacrer certains murs strictement au graffiti et à offrir des espaces d'expression aux graffiteurs. Il y a cependant certaines règles à suivre par rapport aux murs de graffiti afin d'assurer le respect des autres. Si le graffiti qui se fait sur ces murs est légal, il ne doit pas promouvoir un message négatif et les artistes doivent strictement respecter l'espace réservé aux autres. Si les artistes peignent sur un morceau inapproprié, il sera couvert immédiatement.

Les murs, peinturés au début de chaque mois, offrent l'occasion aux graffiteurs de démontrer leur talent artistique, puisque plusieurs d'entre eux sont de bons artistes. Gatineau n'est cependant pas la seule ville à consacrer des murs strictement au graffiti. La pratique existe aussi dans des pays européens et aux États-Unis. Le graffiti est une forme d'art répandue mondialement.

Mais ce ne sont pas toutes les villes qui recourent à la seule prévention pour enrayer le phénomène. Plusieurs villes imposent des amendes de cinq mille dollars et plus aux graffiteurs. De plus, les vandales peuvent aussi être condamnés à des peines de prison, généralement proportionnelles à l'étendue des dommages causés aux édifices. Dans certains cas, des graffiteurs ont dû faire de la prison pendant quatre ans. À Sudbury, les graffiteurs sont aussi condamnés à des peines similaires s'ils sont surpris à vandaliser les édifices de la ville.

La solution gatinoise est-elle envisageable à Sudbury ? Lors d'une entrevue avec Frances Caldarelli, diffusée dans le *Northern Life* au mois de mai, les murs de graffiti ont été mentionnés brièvement comme alternative, mais aucune suite n'a été réservée à cette annonce. La coalition devrait peut-être considérer la possibilité d'ajouter des murs de graffiti à son programme de prévention. Il faut avouer qu'il y a de nombreux graffiteurs avec un talent dans le Grand-Sudbury. En consacrant des murs à cet art urbain, ces jeunes pourraient démontrer leur talent sans encourir des peines d'emprisonnement. Il est possible qu'en leur offrant des lieux légaux, le graffiti se concentre plutôt aux endroits consacrés justement pour ce moyen d'expression. Le nombre de plaintes du public pourrait aussi diminuer, peut-être autant qu'à Gatineau, sinon plus.

Peu importe les moyens utilisés, l'effort de toute la communauté est nécessaire pour assurer des résultats positifs. Le Service de police du Grand-Sudbury se fie au public afin de mettre la main sur les responsables du graffiti que nous voyons tous et chacun au quotidien. Toutefois, il faut être patient et faire notre part pour prévenir et non réprimer ceux qui ont un vrai talent artistique. En recourant à la répression, on assassine peut-être des artistes qui, avec un peu de bonne volonté et de compréhension de la part de l'ensemble de la collectivité, pourraient enrichir notre vie culturelle.

Un second mandat pour Judith Woodsworth:
Une autre dynamique, la même équipe

Hassan Kala

Au commencement d'une mission, des défis abondent comme dans toute bonne entreprise. Lorsqu'elle embrassait son nouvel exercice dans ce Nord de l'Ontario, on parlait déjà d'une réduction du taux de la population étudiante, d'une baisse des inscriptions à l'Université et d'un déficit budgétaire. Tel était le contexte de la case de départ de Judith Woodworth, rectrice de l'Université Laurentienne depuis 2002. Et c'est parti avec la projection d'un regard sur son premier saut en terme de croissance. Un bond qui l'a conduit vers une seconde étape. Mme Woodsworth, de nature très discrète et effacée, préfère ne pas trop agiter l'étendard de la victoire quand bien même elle franchit la ligne. À *l'Orignal*, elle a bien voulu sortir de sa réserve.

En avril 2006, le Conseil des gouverneurs et le Sénat de l'Université Laurentienne venaient d'approuver un rapport du Comité d'évaluation de la rectrice. Pour une seconde fois, la candidature de Mme Woodsworth a été retenue pour un mandat qui entrera en vigueur en juillet 2007. Lequel mandat prendra fin en 2012. L'aval de ces deux organes de décision au sommet de l'Université se justifie au regard des raisons et de mérites de l'exercice écoulé.

Pour Mme Woodsworth et son cabinet, c'est d'abord une expression de joie qui accueillit la nouvelle.

Pour arriver à redresser l'institution et l'amener vers la croissance, sa stratégie s'est articulée autour de trois axes principaux. L'enseignement d'abord pour répondre aux attentes dans les domaines de spécialisation de choix, ensuite une valorisation de la Laurentienne par une ouverture et une collaboration agissante et enfin le rayonnement de l'Université en tant que maillon dans le développement de la région :

« Nous avons bien eu raison de croire à l'accroissement des effectifs de notre institution en proposant des alternatives souples et adaptées. En 2003, les élèves de la double cohorte (ou graduation simultanée des élèves de 12e et de 13e année) se sont rendus partout en province. Avec près de 9 000 étudiants à temps plein et partiel en 2006-2007, je reste bien flattée. Nous avons lancé des programmes dans le but de développer les domaines de la recherche liée aux préoccupations des communautés de la région. L'exemple de l'ouverture de l'École de médecine du Nord de l'Ontario est très probant. Bien alertée par les grands thèmes de développement et les défis mondiaux de l'heure (Éducation-santé-Environnement), l'Université Laurentienne a entretenu également un vaste champ d'activités de recherches et de partenariat tous azimuts. Sur son tableau de mérites, déjà 6 doctorats auxquels s'ajoutent un doctorat en gisements miniers et géologie précambrienne, deux en science biomoléculaire et en génie des ressources naturelles. Quoi de plus encourageant que de voir 15 millions de dollars octroyés à nos chercheurs par des organismes nationaux et internationaux. Voilà des déficits qu'il nous a fallu combler pour jauger notre capacité à faire un bond en avant. Au regard de notre paysage, nous demeurons confiants en l'avenir» a déclaré Mme Woodsworth.

Un mandat pour un autre, n'allez pas demander à la rectrice si elle préférerait nouveau cabinet. «On ne change pas une équipe qui gagne», comme elle l'estimait. Pour maintenir le cap de la croissance, Mme Woodsworth entend tout simplement faire de sa dynamique de groupe, un leitmotiv et de ses symboles, les traces de la preuve. Une œuvre pour laquelle, elle interpelle tous les amis : «La croissance fut une étape dans notre processus. Maintenant, nous plaçons ce mandat sous le signe du dynamisme. J'ajouterais que notre détermination pour le second mandat sera sinon déjà inscrite concrètement avec les symboles suivants : Notre logo sur le campus, le nouvel édifice de la résidence, notre site étoile, le magazine entre autres… C'est pour moi une occasion de dire félicitations à tous nos amis et partenaires. Nous envisagerons de mieux organiser des levées de fonds pour combler une partie de nos souhaits. Je demeure toute aussi réceptive aux contributions des autres institutions affiliées. Mon vœu le plus ardent est de voir se consolider nos rapports. L'essor de notre grande institution ne pourrait se maximiser que si nous démontrons une capacité de mobilisation des ressources nécessaires, une collaboration fructueuse.»

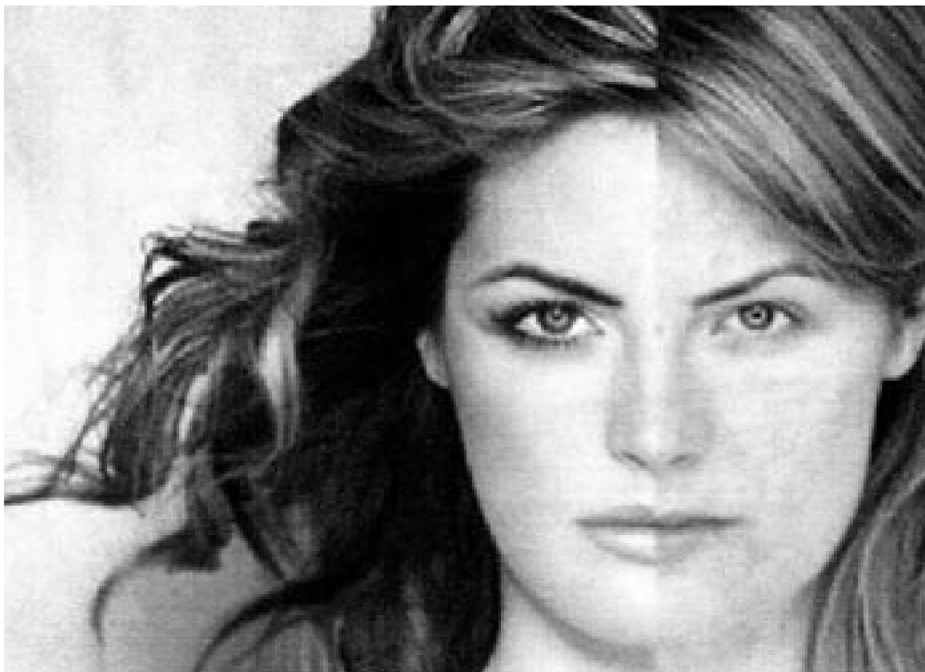
Non seulement on y débourse des frais pour venir profiter de l'excellence des enseignements, mais on y vient aussi pour découvrir l'autre visage de Sudbury et jouir du calme du site. Qui parle d'un développement quantifiable au Nord ne saurait faire fi de l'existence de cette vitrine. L'UL est chère aux Sudburois. Ce ne sont pas les slogans et les ambitions qui font défaut. La rectrice place aussi les auspices de l'Université à la hauteur des attentes de la collectivité. Par exemple, travailler en « étroite collaboration avec les services municipaux du Grand Sudbury pour la qualité de vie des populations.» (L'eau, les sans-abris, les services de santé…)

«Avec nos femmes et hommes à la Laurentienne, nous pensons franchir les échéances du cap par une simple dynamique. Nous ne perdons pas de vue nos objectifs pédagogiques, notre coopération avec le monde extérieur tout comme nous demeurons à jamais attentifs à nos 33 000 anciens de l'UL. Je convierais aussi les Sudburois et les Laurentiens à se préparer pour célébrer les 50 ans de l'Université Laurentienne.»

suite de «Le nouveau visage de la beauté…», la une

jeunes filles veulent, à tout prix, les ressembler. Pour certaines, le désir d'atteindre cette beauté idéale, c'est-à-dire d'être plus mince, d'avoir une plus grosse poitrine, d'avoir les cheveux plus blond et ainsi de suite, devient une nécessité et même une obsession. Des jeunes femmes peuvent ainsi se retrouver avec une faible estime de soi et des troubles alimentaires comme l'anorexie et la boulimie.

Dès la septième année, les photograpes scolaires donnent le choix aux élèves de modifier leur photo d'école à une prime additionnelle de 6$. C'est-à-dire qu'avec la magie de l'aérographie, ils enlèvront des boutons et des broches, blanchiront des dents puisque la photo naturelle de l'élève n'est simplement pas assez satisfaisante!



La multinationale de produits esthétiques *Dove* a entreprit une campagne publicitaire fort intéressante surnommée *Initiative vraie beauté*. À la lumière du problème de fausse représentation de la beauté, *Dove* estime qu'il n'est «pas étonnant que notre perception de la beauté soit tordue!» Son objectif: élargir la définition de la beauté tout en conscientisant la société au fait que la beauté représentée dans les médias ne reflète pas la réalité. Dans l'une de ses publicités, *Dove* illustre que les mannequins subissent d'énormes changements au niveau du maquillage et ensuite avec l'aérographie pour atteindre cette beauté irréaliste. En bout de ligne, chaque personne est unique et belle à sa façon.

Les médias se prennent pour qui en nous dictant comment être belle? C'est primordial que les femmes ainsi que les jeunes filles puissent se sentir à l'aise dans leur peau et qu'elles se trouvent belles. Nous devons être fières de nos différences et apprécier nos imperfections.

Il faut sensibiliser dès un jeune âge les filles car plusieurs d'entre elles pensent que leur miroir ne reflète pas la beauté. Ainsi, la campagne de *Dove* offre des ateliers aux jeunes filles de 8 à 14 ans en leur montrant la beauté naturelle.

Pour faire ses publicités, *Dove* illustre des femmes de tous les âges, tailles, et ethnies qui sont imparfaites et qui ont raison d'être fières de leur beauté et de leur physiologie.

D'une perspective un peu plus cynique, il faut tenir en compte que la campagne de *Dove* est une campagne publicitaire. *Dove* espère alors vendre plus de produits et encaisser davantage. Toutefois, au moins le message est sain et positif pour la société.

«Normal is the new beautiful»

Je vous encourage fortement d'aller visiter le *www.initiativevraiebeaute.ca* pour de plus amples renseignements.

Info sur l'H20: L'importance de l'eau dans nos régimes alimentaires

Christine Pagé

Vous manquez d'énergie? Vos devoirs vous stressent? Attrapez-vous souvent la grippe ou le rhume à ce temps ici de l'année? La solution est tellement simple! Voici une formule qui pourrait éliminer vos problèmes: Hydrogène (x2) + Oxygène. De fait, même si vous n'avez pas soif, votre corps a besoin beaucoup d'eau. Après l'oxygène, l'eau est l'élément le plus important à la vie. Dans cet article, j'espère vous convaincre de remplacer graduellement les boissons gazeuses et le café avec de l'eau ou de la tisane.

Étant donné qu'il mouille des raisons pour boire de l'eau, il est favorable d'indiquer les avantages qui reflètent la population étudiante.

Premièrement, l'expression «freshman 15» signifie les 15 lbs par lesquelles on engraisse lorsqu'on commence ses études universitaires. Afin d'éviter ce gain ou de le résoudre, il est important de savoir qu'une consommation considérable d'eau aide au corps d'éliminer les mauvaises graisses et d'accélérer le processus métabolique. En plus, l'hydratation peut diminuer l'appétit.

Deuxièmement, les hormones surchargées, le stress et la malnutrition sont les causes principales de l'acné sur le visage. Au lieu d'acheter des savons et des crèmes dispendieuses, essayez de boire plus d'eau, c'est peut-être tout ce dont votre peau a de besoin. Sans doute, l'eau hydrate la peau et rejette les bactéries qui causent ces mauvais boutons. Troisièmement, l'eau peut réduire le stress et la fatigue ce qui arme notre système immunitaire contre la grippe et le rhume. Même si le café vous réveille le matin, l'eau garde alerte toute la journée. C'est grâce à l'eau que le corps convertit les nutrients en énergie et qui diminue le stress.

Au moment de la déshydratation, le corps est automatiquement stressé. L'eau permet l'activité neurologique du cerveau qui envoie des messages aux muscles afin d'éviter la tension musculaire... alors des meilleures notes sur les travaux et les examens! Des recherches scientifiques démontrent que tout en donnant de l'énergie, l'eau améliore la concentration. Bref, la consommation d'eau favorise une vie plus saine.

Avant de conclure, je veux clarifier les choses sur la croyance populaire de boire 8 verres d'eau par jour. C'est quoi au juste 8 verres ? Les verres chez nous n'ont pas tous le même volume ! La consommation d'eau varie d'une personne à une autre car elle dépend de la taille, du climat et du mode de vie. Hélène Baribeau, nutritionniste, estime que «À quelqu'un qui ne fait pas d'exercice, hommes et femmes, je suggère de boire de six à huit tasses d'eau, soit de 1,5 à 2 litres. Les gens qui ne mangent pas beaucoup de fruits et légumes devraient en consommer 2 litres. Quant aux gens qui font de l'entraînement intensif qui provoque la sudation, je dis de prendre un litre supplémentaire pour une heure d'exercice.»



En somme, si vous consommez beaucoup de boissons gazeuses, essayez de réduire votre consommation ! Il contient 56 cubes de sucre dans une bouteille de 2 litres ! Donc, évitez la formule suivante : boisson gazeuse = bourrelets + risque de diabète + carries et dents pourrites. Le café n'est pas si pire à moins que vous buvez quotidiennement des 'Large Double Double'. Le thé vert contient assez de caféine pour vous donné un petit coup de pied le matin et compte comme consommation d'eau. En ce qui concerne l'envie de faire pipi, votre vessie va s'habituer à consommer plus d'eau et cet effet deviendra moins pénible. Enfin, boire de l'eau, rend le corps plus beau !

suite de «Des postes d'assistanat...», la une

d'Ottawa. Ensuite, le directeur du département spécifique auquel la demande a été soumise communiquera habituellement avec l'étudiant en lui faisant parvenir la sélection des postes disponibles. Cette étape parvient suite à une évaluation de la demande initiale afin de vérifier si le requérant répond aux exigences minimales, telle qu'une moyenne suffisante par exemple. Une série d'entrevues, de rencontres, voire d'examens, peuvent suivre d'après les règles spécifiques de chaque département. Tout aura été fait conformément aux normes et règles de l'embauche de l'université.

À la Laurentienne, l'entretien avec quelques étudiants occupant présentement des postes en tant qu'assistants, indique qu'il ne semble pas y avoir de procédure standardisé à travers l'université pour obtenir un emploi. Ces élèves, dont la confidentialité a été assurée, expliquent comment ils ont obtenu leur poste. Un premier décroche son poste en tant qu'assistant de laboratoire de science après avoir rempli un formulaire auprès de son département qui avait affiché les postes disponibles. Néanmoins, un tel ignore comment il a décroché l'emploi, n'ayant pas eu d'entrevue ou d'entretien avec des membres de faculté de son département. Une étudiante de sciences sociales, quant à elle, raconte que son embauche s'est passée de façon très aléatoire. Après un cours, un de ses professeurs l'approchée, à l'insu de ses collègues de classe, pour lui offrir un poste. Un autre étudiant, lui, obtient son poste de correcteur après avoir informé son département qu'il serait intéressé à travailler. Voilà donc trois scénarios très différents qui dépeignent non seulement des preuves de favoritisme mais aussi de choix arbitraires. Les procédures d'embauche semblent variées d'un département à l'autre puisque l'université ne détient pas un procès conforme pour l'ensemble des emplois d'assistants et assistantes. Certains étudiants à la maîtrise toutefois reçoivent leur emploi en tant qu'assistant avec leur admission aux études supérieures.

Se faire payer

Le deuxième bobo: le salaire. Les deux universités ne semblent pas être du même avis de ce que vaut le travail accompli par les assistants.

À l'**Université d'Ottawa**, les étudiants sous-diplômés reçoivent **20,68$** de l'heure peu importe leur poste. Quant aux étudiants diplômés, ils reçoivent **24,82$** de l'heure s'ils font de la correction ou de la surveillance, puis **34,46$** de l'heure s'ils font de la recherche, du tutorat ou encore s'ils sont chargés de cours.

À la **Laurentienne**, le salaire minimum, étant chiffré à **8,50$** de l'heure, est la rémunération que reçoivent plusieurs élèves occupant des postes d'assistants. Les salaires varient selon les départements et selon les fonctions des assistants. Les salaires dépendent aussi des subventions et des ressources dont disposent les départements et les professeurs qui embauchent des étudiants. Certains départements ont des programmes pour les élèves à la maîtrise. En échange du travail accompli, ils reçoivent des bourses qui servent à couvrir leurs frais de scolarité.

La sécurité d'emploi

Le troisième bobo : la protection. Les élèves des deux universités ne semblent pas être protégés de la même façon.

À **l'Université d'Ottawa**, l'étudiant ou l'étudiante aura officiellement un emploi lorsqu'il ou elle signera un contrat avec l'université. Ainsi, cet élève est sous la protection du SCPF. Ce **syndicat** a d'ailleurs négocié une convention collective avec l'université; ce contrat, qui se terminera le 31 août 2007, définit les droits et les protections ainsi que les recours des élèves.

À la **Laurentienne**, l'embauche de la plupart des étudiants et étudiants a été formalisée par une **entente verbale**. Notre étudiant en sciences racontait qu'à sa connaissance, il était sous l'impression de travailler à contrat, mais que rien n'avait jamais été formalisé sur papier. Les étudiants interrogés n'étaient pas au courant s'ils avaient ou non un recours si leurs droits en tant qu'employés étaient brimés. Ayant de bonnes relations avec les membres de leur département, ils sont tous d'avis qu'il y aurait sans doute quelqu'un qui viendrait à leur aide si quelque chose se produisait. Denis Mayer, vice recteur-associé, indique que si les assistants faisaient partie d'un syndicat quelconque, ils le sauraient et connaitraient les stipulations de leur contrat.

Aucune information n'a encore été divulguée concernant l'embauche, les salaires et la protection des assistants par les ressources humaines de l'université. Bien qu'ils aient accepté de répondre aux questions suite au contact avec eux, cela, pour le moment, n'a pas encore été fait.

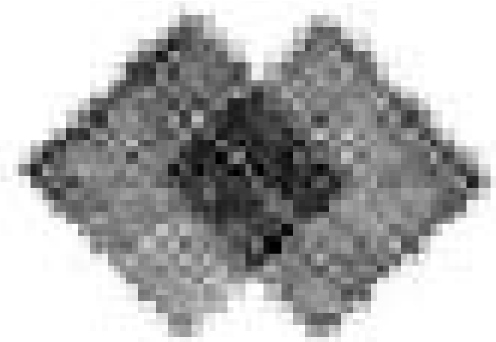
A vous maintenant assistants de poser des questions à vos supérieurs. Disciplinez-vous !

Bilingues, vous dites ?

Lucie Groulx

Des 10 000 étudiants de l'Université Laurentienne, seuls quelque 800 sont membres de l'Association des étudiantes et étudiants francophones (AEF). Minoritaires et peu dynamiques, voilà le drame de notre francophonie. Que faire ?

Le 25 septembre dernier, on a célébré le 31e anniversaire du drapeau franco-ontarien à travers la province. Cependant, à l'Université Laurentienne, les étudiant(e)s francophones ont brillé par leur absence lors des festivités à l'Université de Sudbury. Et dire qu'il s'agissait de faire valoir notre identité comme francophones! À se demander si la francophonie représente quelque chose pour les étudiant(e)s de cette Université. Est-ce pour eux simplement le fait d'appartenir à une association étudiante francophone? Il faut rappeler que bien que l'Université soit bilingue, les francophones ne représentent qu'une infime minorité. Quant aux membres de l'AEF, ils ne constituent qu'environ 6% des effectifs de l'institution. Une des grandes difficultés de l'AEF c'est le manque d'inscriptions. Le problème c'est que même les étudiants purement francophones choisissent d'autres associations, parce que celles-ci leur permettent de tirer meilleur profit de leurs droits de scolarité. Ce qui ajoute au mal, c'est que les membres inscrits de l'association ont peu d'enthousiasme. «Il y a aussi un manque d'implication en ce qui concerne les membres de l'AEF» souligne la présidente de l'association, Gabrielle Lemieux. Cette réalité pose problème quand vient le temps d'organiser des activités destinées uniquement aux francophones. Sans une participation significative, l'événement organisé ne pourrait avoir d'importance. Par conséquent, il devient nécessaire pour les francophones de s'afficher comme tels et non comme bilingues. Nombre d'étudiants veulent faire partie d'une association uniquement pour profiter des activités qu'on y organise. Cependant, c'est bien là une courte vue. Il faut aller plus loin et penser à notre fierté francophone. C'est aussi là le moyen d'améliorer le respect de nos droits et privilèges. Il est temps de considérer l'importance d'avoir une association à nous, une association qui nous représente dans notre langue.



Afficher la francophonie dans les classes

La francophonie à l'université devrait s'affirmer davantage et ce en commençant par les salles de cours. Dans les salles de classes où les cours sont donnés en français, plusieurs étudiants parlent anglais et communiquent même dans cette langue avec leurs professeurs. Pourtant, les cours sont offerts dans les deux langues. Si on a choisi de s'inscrire en français, pourquoi ne pas fonctionner entièrement en français? Il faut dire que certains programmes comme celui de musique et d'autres en génie ne sont pas offerts dans la langue minoritaire. Mais devons-nous nous écraser sans exiger ce qui nous revient de droit? Certes, tout n'est pas si sombre à la Laurentienne, quand on se compare aux autres, mais il y a du travail à faire. Gabrielle Lemieux note que «malgré que la francophonie est plus présente à la Laurentienne que dans d'autres universités par exemple, il y a toujours place à l'amélioration et en ce qui a trait à certains programmes académiques , nous avons beaucoup de cheminement à faire.» Si nous ne bougeons pas, nous pouvons commencer à dire adieu au français à la Laurentienne, et adieu au bilinguisme.

Les programmes conçus pour être enseignés en français et qui, éventuellement, sont obligés de supprimer leurs services deviennent une menace pour les étudiants qui ont fait un choix particulier en matière de langue d'enseignement. C'est ce que nous devons empêcher, même si les inscriptions francophones ne sont pas aussi importantes que celles anglophones. Il faudrait sans doute élaborer un meilleur plan de remplacement des professeurs francophones, notamment quand ces derniers vont en sabbatique.

Pas de honte à être franco!

Il faut se poser la question suivante: est-ce une honte de s'affirmer comme francophone? Il est prouvé que plusieurs personnes qui ont le français comme langue maternelle parlent davantage l'anglais dans les milieux de travail. Cette habitude provoque peu à peu l'assimilation. Perspective effrayante mais bien réelle. On l'observe surtout lorsqu'on sort des petites communautés francophones pour s'aventurer dans les milieux prétendument bilingues. Reste que, rien ne justifie en 2006 la peur ou la honte de s'afficher comme francophone. Bien que les institutions fassent des efforts remarquables pour souligner la francophonie, rien ne sera significatif tant que les francophones ne reconnaîtront pas que c'est principalement leur responsabilité de se faire entendre. Aidons-nous et le ciel nous aidera.

Une mise au point sur l'initiation et la direction de la guerre en Irak

Daniel Mayer

Dans le cadre des organisations internationales, il est très difficile d'affirmer que ces acteurs internationaux soient dotés de politiques unanimes concernant les différents dossiers diplomatiques qui peuvent exister. C'est ainsi, puisque les États qui constituent les organisations internationales interprètent parfois très différemment les résolutions adoptées par les instances décisionnelles des organisations. Il devient donc possible au premier abord d'expliquer le raisonnement juridique à la base de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et leur coalition des volontaires. Enfin, il faut différencier deux concepts importants : initier et mener, afin de comprendre la continuation de la guerre en Irak et son encadrement par les Nations Unies.

L'Irak semble poser problème pour les pays occidentaux depuis quelque temps, du moins le problème s'est accentué avec l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. Ce dernier s'est mérité des représailles internationales sanctionnées par les Nations Unies, représailles qui avaient comme but à la fois de rétablir l'indépendance du Koweït et d'imposer des sanctions à l'Irak. La résolution 678 (1990) du Conseil de sécurité permettait l'utilisation de la force militaire sous le Chapitre VII de la Charte des Nations unies pour appliquer la résolution antérieure du Conseil qui exigeait le retrait des forces militaires irakiennes du Koweït, et toute autre résolution dans l'avenir qui pourrait y être rattachée (ce dernier point s'est avéré d'une grande importance dans le discours de légitimation des Etats-Unis lors de l'invasion de 2003). Une fois que les interventions militaires étaient terminées, et que le Koweït a été rétabli dans sa souveraineté, le Conseil de sécurité a justement passé une autre résolution 687 (1990) qui était rattachée à celle permettant l'utilisation de la force militaire contre l'Irak. Cette nouvelle résolution établissait, dans un premier temps, la paix entre l'Irak et le Koweït et dans un deuxième temps, elle imposait de lourdes restrictions sur les quantités et la qualité d'armes que l'Irak pouvait tenir en réserve. C'est ainsi que s'est bouclé le problème de l'Irak au début des années 90, problème qui est réapparu dès le tournant du siècle.

En 2002, le Conseil de sécurité a adopté une nouvelle résolution (1441) en ce qui concernait l'Irak, rouvrant le débat sur les procédures à suivre pour désarmer ce pays totalitaire. La nouvelle résolution rappela les anciennes sanctions et imposa de nouvelles restrictions à l'Irak, la plus importante étant celle de détruire toutes ses armes de destruction massive. Des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AEIA) devaient superviser les démantèlements. Toute répugnance de l'Irak devait être transmise au Conseil de sécurité pour qu'une nouvelle stratégie puisse être élaborée, voire que l'option militaire puisse



En 2002, le Conseil de sécurité (a rouvert) le débat sur les procédures à suivre pour désarmer ce pays totalitaire.

être discutée. Or, il y avait quelques imprécisions dans cette résolution qui ont abouti à des embrouilles. Premièrement, la résolution ne définissait pas ce qu'une répugnance de la part de l'Irak pouvait signifier, et deuxièmement la résolution ne précisait pas si une résolution supplémentaire devait être prise pour légitimer une invasion à la suite d'une répugnance. La résolution 1441 indiquait tout simplement que les États devaient prendre toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer la résolution et celles qui l'ont précédée. Quand les Etats-Unis ont décidé que l'Irak était largement répugnant et qu'il fallait envahir, d'autres membres du Conseil pensaient autrement, notamment la France et la Russie. Selon ces pays, il fallait continuer les négociations, soit poursuivre la voie diplomatique. La France menaçait même d'utiliser son droit de veto si la question d'une invasion était posée. Par contre, le Royaume Uni appuyait l'analyse américaine et comme les événements l'ont démontré, les Etats-Unis ont envahi l'Irak, selon leur interprétation du droit international. Selon eux les deux conditions qui permettent une transgression à la souveraineté étatique étaient remplies. D'abord, les Etats-Unis invoquaient le droit de défense énoncé à l'article 51 de la Charte des Nations unies, quoiqu'on puisse se demander s'il ne s'agissait pas d'une guerre préventive (pour contrer une menace non imminente) au lieu d'une guerre préemptive (pour contrer une menace directe et imminente – c'est ce qui est couramment accepté de nos jours sur la scène internationale). Deuxièmement, ils ont démontré que le Conseil de sécurité leur avait donné l'autorisation selon le Chapitre VII de la Charte parce que la résolution 1441 était rattachée à la résolution 678 qui, elle, permettait l'utilisation de la force militaire contre l'Irak pour faire respecter les attentes du Conseil de sécurité. Évidemment, comme susmentionné, ce ne sont pas tous les membres qui partageaient cette interprétation (voilà une des lacunes des relations internationales, elles ne sont pas homogènes). Cette invasion pourrait peut-être sembler

Un an environ après l'invasion (...), le Secrétaire général affirmera que l'invasion était (...) illégale.

unilatérale, mais *a contrario*, cela ne veut aucunement signifier la résignation de l'ONU face à la situation en Irak.

L'invasion de l'Irak a débuté à la fin du mois de mars 2003. Aussitôt, l'ONU a mis sur pied un contingent pour s'y rendre et faciliter l'intervention. Dans son rapport du 17 juillet 2003, le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan énonçait le but de la présence de l'ONU en Irak. Il affirmait dans ce même rapport, entre autres, que la présence de l'ONU était essentielle au renouvellement politique légitime du pays, et les Irakiens le remarquaient aussi. Il énonçait par ailleurs que son Envoyé spécial s'entretenait avec l'Administrateur de l'Autorité provisoire pour l'Irak Paul Bremer III (Etats-Unis) et l'Envoyé spécial pour l'Irak du Premier ministre britannique. Indéniablement, dès le début de la campagne en Irak, l'ONU était présente avec des visions futures pour le pays libéré de la tyrannie. Cette thèse de remodelage démocratique de l'Irak rejoint curieusement le nouveau discours américain légitimant l'intervention après que l'argument relatif aux armes de destruction massive ait été écarté. Mais, le Secrétaire général ne s'est pas empêché de dénoncer publiquement la manière dont l'intervention a eu lieu.

Un an environ après l'invasion par les forces de la coalition, le Secrétaire général affirmera que l'invasion était une violation de la Charte des Nations Unies et conséquemment, illégale. Pourtant, cette déclaration se sépare nettement de la manière dont la guerre est menée en Irak. L'ONU s'implique dans la mission globale en Irak, donc elle participe à cette mission de rétablissement de l'ordre et de la paix. Seulement le Secrétaire général n'a pas été tout à fait satisfait de l'interprétation américaine (et britannique d'ailleurs) du droit international qui a été invoquée pour légitimer l'entrée en guerre. La présence de l'ONU et sa participation en Irak paraît donc comme une légitimation *a posteriori* qui ne semble pas résonner dans les réseaux médiatiques. Les implications de l'ONU se sont sensiblement accentuées tout au long de la guerre. Il y a eu notamment la création de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI) qui joue le rôle de coordonnateur des activités en Irak par l'ONU. Dans son rapport de mars 2006, Kofi Annan énonçait que les Nations unies procureraient une aide à la fois au niveau politique (premières élections et nouvelle Constitution), structurel (reconstruction et développement) et humanitaire. Bref, il ne faut pas tomber dans le piège médiatique qui semble rattacher l'intervention en Irak strictement et uniquement aux Etats-Unis.

Bref, il y a eu un schisme au Conseil de sécurité lorsque la question de l'invasion de l'Irak est survenue. De toute évidence, la vision américaine est ressortie victorieuse et l'invasion a eu lieu sans délai. Cela ne veut pas dire, en revanche, que l'implication de l'ONU en Irak est inexistante. La mission en Irak a été sanctionnée par les Nations unies implicitement et c'est donc maintenant une intervention internationale. Il est important de se rappeler la différenciation entre les principes d'*initier* et *mener* une guerre. Bien sûr, l'initiation de cette intervention peut être remise en question. *A contrario*, c'est le *principe* de l'intervention en Irak qui importe puisqu'il semble être sanctionné - avec quelques réticences comme dans toutes les guerres – par la communauté internationale.

Kaïn, Ariane Moffatt et Pierre Lapointe: les grands gagnants en chanson et musique au 28e gala de l'ADISQ



Serge Dupuis

Le 29 octobre dernier, Louis-José Houde animait le 28e Gala de l'ADISQ, la soirée où l'on célèbre la chanson québécoise en attribuant des prix que l'on surnomme «Félix» et ceci en l'honneur de Félix Leclerc, le premier grand chansonnier du Canada français qui a percé le marché européen.

D'abord Louis-José Houde s'est démarqué comme animateur par son humour saisissant et rapide. Je n'ai qu'un commentaire à faire: il a dû vraiment rendre folles ses enseignantes!

Il y a eu de beaux moments comme l'hommage à Diane Dufresne interprété par Daniel Boucher, Vincent Vallères, Éric Lapointe, Pierre Flynn et Daniel Lavoie.

Il y a eu des remerciements très longs... surtout Champion et ses G-strings qui a fait passer les 10 membres du groupes pour remercier chacun un paquet de monde! Isabelle Boulay, vous ne détenez plus le record!

Enfin, Chloé Ste-Marie a su semer un peu de controverse durant cet événement qui est souvent caractérisé par des déclarations politiques non prévues. Elle s'est attaquée aux gouvernements fédéral et provincial qui, selon elle, «exploitent» les aidants naturels. Elle s'est adressée au ministre Michael Fortier en lui disant dans le blanc des yeux «ça fait des années que je le dis et je continuerai à le dire tant que vous ne m'aurez pas entendue».

Les grands gagnants de la soirée furent Ariane Moffatt qui a remporté le Félix pour l'album de l'année pop-rock ainsi que le Félix pour l'interprète féminine de l'année, Kaïn qui a remporté le Félix pour le groupe de l'année, et Pierre Lapointe qui a été nommé ex aequo avec Malajube comme auteur-compositeur de l'année et qui a remporté le Félix pour l'album populaire de l'année.

À mon avis, Pierre Lapointe méritait le Félix pour Interprète masculin de l'année car s'est lui qui s'est démarqué dans la chanson au cours de la dernière année. Dany Bédar, bien qu'il soit un artiste de grand talent, n'a pas eu la meilleure année de sa carrière ni une musique originale cette année. Son étonnement lorsqu'il fut nommé pour accepter le prix en témoigne. Par ailleurs, j'étais bien déçu de voir qu'Annie Blanchard de Star Académie a remporté le prix consacré à la chanson populaire de l'année pour son interprétation de la chanson traditionnelle *Évangéline*. Ce sont les «Star-Académiciens» qui ont «hijacké» ce vote par téléphone (puisqu'ils sont habitués à le faire 2 ou 3 fois la semaine sur la chaîne TVA) et qui ont volé ce titre d'autres chansons bien plus méritantes telles que *Montréal* d'Ariane Moffat ou *Plus rien* des *Cowboys Fringants*. Les téléspectateurs n'ont pas voté pour la chanson populaire dimanche dernier, les «Épidimiciens», comme j'aime les appeler, ont voté pour *Star Académie* tout court.



Chanson populaire de l'année
Évangéline, Annie Blanchard

Interprète féminine de l'année
Ariane Moffatt

Interprète masculin de l'année
Dany Bédar

Album de l'année - Meilleur vendeur
Star Académie 2005, Artistes Variés

Album de l'année - Populaire
La forêt des mal-aimés, Pierre Lapointe

Album de l'année - Pop-Rock
Le coeur dans la tête, Ariane Moffatt

Album de l'année - Rock
À travers, Andrée Watters

Artiste québécois s'étant le plus illustré hors-Québec
Simple Plan

Auteur ou compositeur de l'année
Un ex aequo! Karkwa et Pierre Lapointe

Groupe de l'année
Kaïn

Révélation de l'année
Malajube

Spectacle de l'année - Auteur-compositeur-interprète
Champion et ses G-Strings, Champion et ses G-Strings

Spectacle de l'année - Interprète
Parle-moi, Chloé Ste-Marie

Afin de visionner les plus beaux moments du 28e gala de l'ADISQ en extraits, consultez le site *radio-canada.ca/television/adisq2006*.

LE TOP 10: LES FORCES ARMÉES

Serge Dupuis

Voici, du premier au dixième rang, la classification des forces armées (en millions d'effectifs) du monde:

pays	*effectifs*
1. Chine	2,48
2. États-Unis	1,37
3. Inde	1,17
4. Corée du Nord	1,08
5. Russie	1,00
6. Corée du Sud	0,67
7. Turquie	0,64
8. Pakistan	0,59
9. Iran	0,55
10. Vietnam	0,48
- Canada	*au moins 500 (pas en millions)*

source: ASH, Russell. *The Top 10 of Everything, édition 2001*. Montréal, Reader's Digest Canada, 2000. 288 pages.

SUDOKU

Les grilles les plus populaires au monde
Pour compléter la grille, vous devez insérer les chiffres de 1 à 9 dans toutes les cases, à la fois verticalement et horizontalement.

8			6		7			
		7		9	3	6		
			8					5
		2				1	7	
	8		2		4		9	
	7	9				2		
5					9			
		6	7	8		9		
			3		2			6

BONNE CHANCE!

Ce n'est pas d'hier l'affichage onéreux en français! Le 13 janvier 1993, *l'Orignal* se plaignait par ailleurs du fait qu'un mot incompréhensible tel que «dideutité» soit affiché à l'entrée de l'université. Quelle honte! Quel moment idéal pour que *l'Orignal* brâme!

Pensée orignale:

J'ai cherché une pensée originale dans l'agenda de l'AEF, mais j'en ai pas trouvé.

-San Carmo

Société canadienne des postes-Envoi de publications canadiennes
Contrat de vente numéro 86-Port de retour garanti

volume 6, numéro 7, le mercredi 13 janvier 1993

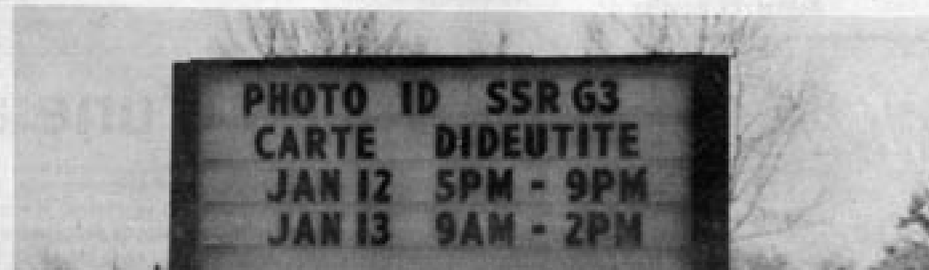


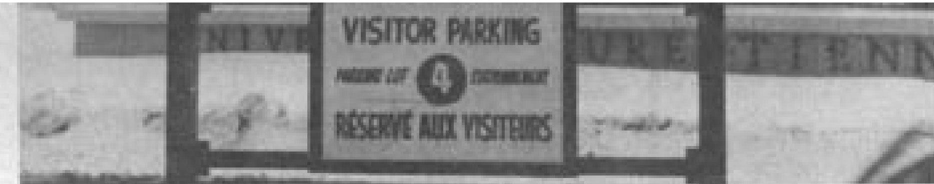
l'ORIGNAL DÉCHAÎNÉ

le journal des étudiants et étudiantes de l'Université Laurentienne

Réagissons au nom de notre «dideutité» franco-ontarienne!

Existe-t-il véritablement des francophones à l'Université Laurentienne? Si oui, ils ne travaillent sûrement pas aux services d'entretien. Ou alors, ces francophones sont illettrés, car une autre erreur impardonnable s'est glissée dans l'affichage à l'université.





Cette photographie a été prise vendredi le 8 janvier. L'erreur commise au mot «identité» n'est qu'un exemple des erreurs d'affichage qui se multiplient sur le campus de la Laurentienne. On a remédié à cette erreur cependant, la journée même où la photographie a été prise.

Est-il si difficile d'écrire le mot «identité»? Même pour les anglophones, cela ne devrait pas être une tâche trop ardue puisque ce mot ressemble étrangement au mot anglophone «identity». Le mot «dideutity» apparaîtrait bien ridicule en anglais. Il en est de même pour le mot «dideutité», ne croyez-vous pas? Faut croire qu'il faut être Franco-Ontarien pour porter une attention particulière au mot «identité».

Devrait-on alors penser que ces erreurs sont volontaires et préméditées ou qu'elles ne sont qu'un manque d'attention? Chose certaine, ces mêmes erreurs commencent à nous taper sur les nerfs et elles ne font qu'accentuer notre croyance que les francophones ne sont pas respectés à la Laurentian. On veut des services en français oui, mais pas pour faire rire de nous autres!

Si nous avons cru bon de soulever cet incident en particulier, il ne faudrait pas croire qu'il est le seul du genre. Les francophones moindrement perspicaces ont réalisé depuis belle lurette que le service d'entretien de la Laurentienne ne peut transcrire un simple message en français sans le massacrer. Car, il faut s'entendre, nous croyons bien que le problème réside au niveau du service d'entretien et non au niveau de l'administration. On ne pourrait croire que les responsables des «messages» sur le campus oseraient donner des indications au service d'entretien sans être assurés que leurs messages soient bien écrits. Voyons, ce serait impensable!

À force de voir de telles erreurs se glisser un peu partout dans les panneaux publicitaires sur le campus, on a l'impression que l'Université Laurentienne se fout complètement des francophones et des services qu'elle doit offrir. La blague a assez duré et elle a dépassé depuis bien long-

S'ils le font de façon complètement involontaire, ce serait peut-être le temps qu'ils se fassent brasser un peu par les «supérieurs» de la Tour. Ce n'est pas parce qu'ils travaillent dans une institution publique qu'il faut qu'ils agissent comme des fonctionnaires attendant leur retraite. Ce n'est pas non plus parce qu'ils travaillent dans une université, me direz-vous, que l'on doit s'attendre à ce qu'ils soient tous munis d'un B. A.

Le problème est maintenant soulevé. Que ceux qui ont des oreilles entendent... et vite. Ce sont des gaffes comme celle-là qui rendent la situation tendue. Prenez garde... Nos caméras se promènent!

Ont participé au premier numéro de *l'Orignal déchaîné* de l'année 1993:

Josée (la «chic» de chyk) Perreault, Gabriel (décaféiné) Roy, Joanne (nouvelle publiciste) Turcotte, Lance Chen, Bruno (fier de Sudbury) Gaudette, Robert (tanné du bilinguisme) Poisson, Rachel (se fait dorer la couenne au Costa Rica) Henri, Robert P. Bradley, Luc Lalonde, Guy (j'en ai appris des osties cette semaine) Robichaud, Nancy (a fait pitié parce qu'elle a la grippe) Boulianne, Marco (y fait frette mais ça toffe) Dubé, Mireille (à la dernière minute) Ménard
Merci tout spécial à Jean-Pierre Pilon pour le temps consacré aux envois.

***L'Orignal déchaîné* a toujours besoin de collaborateurs. Alors si vous voulez vous joindre à une équipe dynamique, n'hésitez pas... et foncez. Vous ne le regretterez pas.**

Dans ce numéro:

Les Sabots dorés DE NOVEMBRE

Le principe est simple; j'accorde cinq sabots dorés à quelque chose ou à quelqu'un qui s'est démarqué des autres ce mois-ci, et ce, uniquement dans le but de vous divertir. Sans plus tarder, voici les Sabots dorés du mois de novembre! Si vous désirez nominer quelqu'un, SVP écrire à lorignal@laurentienne.ca

Jean-Maxime Bourgoin





Le problème...

c'est que les gens arrêtent pour parler à la madame dans la cabine. Les étudiants arrivent souvent à la dernière minute à leur classe alors ils ont pas le temps d'attendre en ligne. La dernière fois, un monsieur est sorti de sa voiture et c'est mit à crier à la dame qui discutait avec l'employé puisqu'elles parlaient de ses cheveux.





La professeure...

ce mois-ci est Chantal Chivot. En plus d'être professeure de français, elle est responsable du programme d'aide à la rédaction, elle aide à organiser des activités culturelles, en plus de participer activement aux événements francophones. La voici avec son vélo qu'elle utilise régulièrement pour se rendre à l'université.





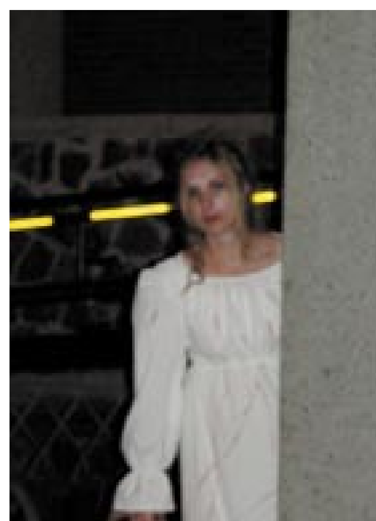
L'étudiante...

de cette édition est Mélanie Bélanger. Mélanie est vice-présidente socio-culturelle de l'AEF. Elle organise continuellement une panoplie d'activités. Elle siège également sur le CA de la Nuit sur l'étang et sur le comité de Centraide. Finalement, elle consacre une partie de son temps au programme de tutoriat, pour venir en aide à des étudiants en difficulté. Lâche pas la patate!

L'événement...

Le mardi 31 octobre a eu lieu la marche hantée de l'AEF. Quelques groupes d'étudiants se sont perdus dans tous les racoins du campus tout en sursautant lorsque surgissaient les 'acteurs de terreur'. Une soirée fort réussie. L'an prochain, cela dit, il faudrait ajouter des ballounes de sang, des prothèses, de la margarine dans les yeux et des coups de poing dirigés vers les participants.





Saviez-vous que...

l'Université Laurentienne, en collaboration avec la population locale, le secteur industriel et le gouvernement, a lancé, en 1974, une opération de régénération des sols pour neutraliser les effets des émissions de polluants sur les lacs et les forêts. Cette initiative lui a mérité un prix des Nations Unies, décerné au Sommet de la terre qui a eu lieu à Rio de Janeiro, en 1992.





